



Kuczynski démissionne. Qu'est-ce qui s'en suit ?



Par Guillermo Alvarado

Pris dans son propre piège et pour s'avancer à sa destitution imminente par le Congrès du Pérou, le président Pedro Pablo Kuczynski, plus connu comme PPK, a présenté hier sa démission.

Jusqu'à la dernière minute il s'est présenté comme le victime innocent d'une conspiration de la part de ses adversaires politiques.

Déjà dans la nuit du 22 décembre, le chef d'État démissionnaire a échappé belle à une situation semblable. Il a alors eu recours à une sale manœuvre de troc de voix avec le parti d'opposition de Kenji Fujimori contre son maintien au fauteuil présidentiel.

L'objectif du négoce était l'amnistie de l'ancien président Alberto Fujimori. La transaction a éveillé la colère d'une bonne partie de la population péruvienne. Fujimori a quitté la prison où il purgeait une peine pour de graves violations des droits humains.

PPK a eu tort s'il a cru qu'il sauvait sa peau avec ce troc. Le réseau international de corruption qu'a tissé l'entreprise brésilienne du bâtiment Odebrecht l'a éclaboussé du temps où il était ministre de l'Économie. Et peu de gens étaient disposés à oublier que des firmes liées à Kuczynski ont touché jusqu'à 5 millions de dollars contre de soi-disant services de consultations.

La question est revenue au Congrès qui a décidé de débattre et de voter la destitution du président pour incapacité morale.

La session décisive aurait eu lieu ce jeudi mais un événement inattendu a détonné la démission de PPK.

Chose curieuse, les acteurs ont été de nouveau les Fujimori. Mais cette fois-ci, au lieu de venir à sa rescousse, ils l'ont enterré définitivement quand ils ont rendu publics des films vidéo montrant des élus de son parti en train



d'acheter des voix pour empêcher la destitution du président aujourd'hui démissionnaire.

La vague d'indignation qui a déferlé sur le Congrès a été si grande qu'une centaine de députés ont dit être prêts à exiger la destitution de PPK. Un chiffre qui dépassait largement les 87 voix nécessaires.

Maintenant, on se demande ce qui va se passer dans l'avenir. Conformément à la Constitution, ce serait au premier vice-président Martin Vizcarra d'assurer la présidence provisoire. Actuellement ambassadeur du Pérou au Canada, Martin Vizcarra n'a aucune expérience en administration publique.

S'il n'accepte pas le poste, ce serait alors à la seconde vice-présidente et Première ministre, Mercedes Araoz, jusqu'à présent une ferme acolyte de Kuczynski et partisane de sa ligne néo-libérale.

La troisième option est le président du Congrès, Luis Lagarreta qui devrait convoquer des élections anticipées dans un délai d'un an pour combler la vacante.

En tout cas, le temps presse car Lima doit accueillir le mois prochain le VIII Sommet des Amériques, un événement que PPK lui-même s'est chargé d'empoisonner lorsqu'il a décidé de barrer de la liste des invités le président du Venezuela, Nicolas Maduro.

Le prochain président du Pérou devra charger, en plus, le lourd fardeau des suites du scandale Odebrecht car les problèmes de Kuczynski ne finissent pas avec leur démission. Son prochain site risque d'être le banc des accusés et de là en prison. C'est ce qui lui reviendrait, s'il était trouvé coupable.